



# Le « cas » des bibliothèques britanniques :

→ **DU LIBRARY ACT À LA BIG SOCIETY, PORTRAIT D'UNE POLITIQUE DE LECTURE PUBLIQUE TOUT SAUF INTRUSIVE**

## OPHÉLIE RAMONATXO

Institut français du Royaume-Uni  
ophelie.ramonatxo@ambafrance.org.uk

Directrice de la médiathèque et de Culturethèque (bibliothèque numérique) au sein de l'Institut français du Royaume-Uni à Londres, **Ophélie Ramonatxo** coordonne en outre l'ensemble des bibliothèques françaises au Royaume-Uni. Directrice des médiathèques de la communauté d'agglomération de l'aéroport du Bourget de 2006 à 2010, elle a également présidé l'Association des bibliothèques en Seine-Saint-Denis. Titulaire d'une licence de lettres modernes, d'un master d'ingénierie culturelle et du diplôme de conservateur territorial des bibliothèques, elle a contribué à l'ouvrage *Communiquer ! Les bibliothécaires, les décideurs et les journalistes sous la direction de Jean-Philippe Accart*, paru en 2010 aux Presses de l'Enssib, ainsi qu'à l'ouvrage *Concevoir et construire une bibliothèque piloté par le ministère de la Culture et de la Communication* (Éditions du Moniteur, 2011).

U *nsung heroes*<sup>1</sup> (héroïnes inconnues), les bibliothèques britanniques sont aujourd'hui plus que jamais célèbres car plus que jamais menacées.

Les « cathédrales des temps modernes » britanniques sont protégées depuis 1964 par le Public Libraries and Museums Act<sup>2</sup> (loi sur les bibliothèques publiques et les musées) qui les relie aux autorités locales (les *councils*, qu'on traduira par comtés) sous la responsabilité du gouvernement central, et qui rend leur existence obligatoire. Pourtant, elles sont aujourd'hui un millier à être menacées de fermeture courant 2011 dont un tiers à court terme (février 2011). Bibliothèques scolaires, universitaires, publiques et même privées : aucune n'est épargnée par une rumeur résonnant chaque jour dans les médias britanniques avec davantage de véricité. Londres, Grand Londres, villes moyennes et petites, campagne profonde, Pays de Galles et Écosse : une carte géographique des fermetures existe désormais (voir illustration p. 47), établie par *Voices for the Library*, un site internet militant<sup>3</sup> contre le processus.

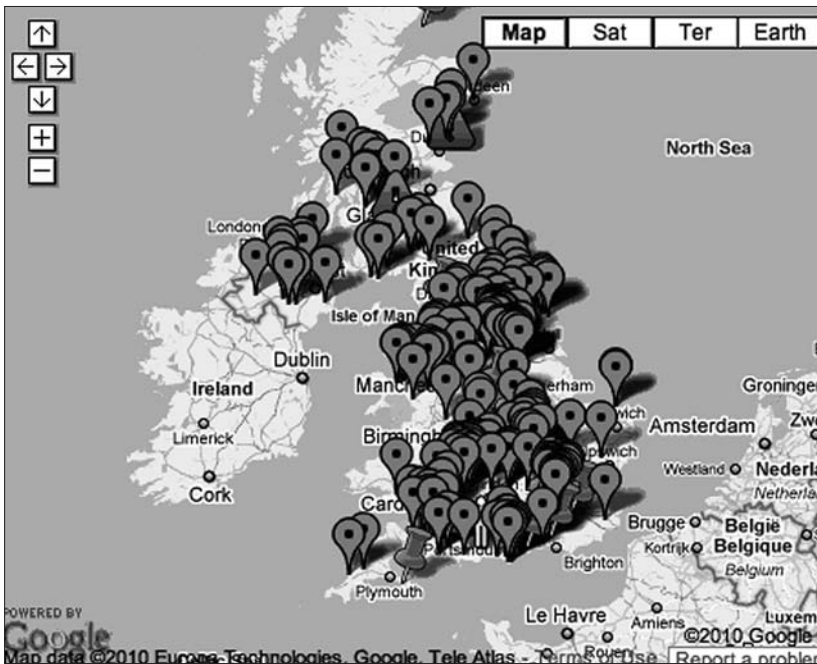
Le tout jeune gouvernement « Tory-Lib Dem<sup>4</sup> », en n'entravant pas cette évolution dramatique due à une conjoncture de récession, se montre-t-il impuissant face à un contexte désastreux et porteur de conséquences fatales dont il ne fait qu'hériter ? Ou « surfe »-t-il sur une vague garante d'économies hors du commun justifiant budgets en baisse et obligation de trouver des solutions extérieures pour les bibliothèques qui soient moins directement coûteuses (externalisation, privatisation, bénévolat) ? Volontariste dans ses propos, le ministre de la Culture n'a en tout cas pas encore su rassurer la profession et les usagers qui se révoltent, à leur manière, contre une politique perçue comme un retrait, un « diktat », voire un abandon.

## Les victimes non désignées de la Spending Review

Le 20 octobre 2010, la principale association des bibliothèques publiques, la Public Library Authorities, branche du Chartered Institute for Libraries and Information Professionals (Cilip)<sup>5</sup> tient congrès à Leeds, sur le thème « Quel futur pour les biblio-

1. Citation du ministre britannique de la Culture, Ed Vaizey, dans son interview par Elspeth Hyams, « Custodian of public libraries ? », *Cilip Update Magazine*, janvier 2011. Disponible en ligne : [www.cilip.org.uk/publications/update-magazine/Documents/Ed\\_Vaizey\\_interview.pdf](http://www.cilip.org.uk/publications/update-magazine/Documents/Ed_Vaizey_interview.pdf)
2. [www.legislation.gov.uk/ukpga/1964/75?view=extent](http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1964/75?view=extent)
3. [www.voicesforthehospitality.org.uk/wordpress/](http://www.voicesforthehospitality.org.uk/wordpress/)

4. Appellation politique donnée à la coalition entre le parti conservateur et le parti libéral-démocrate issue des élections législatives de mai 2010.
5. [www.cilip.org.uk/Pages/default.aspx](http://www.cilip.org.uk/Pages/default.aspx)



Carte des fermetures de bibliothèques publiques au Royaume-Uni. Les pointeurs – de différentes couleurs sur le document original – indiquent les fermetures de bibliothèques annoncées par les comtés (incluant le transfert de gestion à des bénévoles), les bibliothèques menacées de fermeture, et les bibliothèques déjà fermées. Y figurent aussi les licenciements (personnages blancs) et autres coupes budgétaires (punaises). Cette carte évolue tous les jours ! Pour voir la version actualisée : <http://publiclibrariesnews.blogspot.com>

thèques publiques en cette ère d'austérité ? ». Au milieu des discours, débats et interventions diverses, un dialogue en duplex est proposé aux congressistes avec rien moins que le ministre de la Culture<sup>6</sup>, Ed Vaizey, en direct de la Chambre des députés. Ce jour-là, le ministre de l'Économie et des Finances, Georges Osborne, annonce publiquement les grandes lignes du projet phare du gouvernement promis depuis plusieurs mois : la Comprehensive Spending Review (CSR)<sup>7</sup> ou « Plan de réduction des dépenses publiques », au sein duquel la culture, avec une baisse de 50 % de son budget, occupe une place « de choix ».

Une étude du texte lui-même peut laisser penser au prime abord que les bibliothèques ne sont pas très concernées. Certes, le budget global

du ministère est entamé de manière conséquente mais, comme dit précédemment, les finances des bibliothèques publiques sont entièrement décentralisées. Ne sont en réalité citées que quelques institutions de poids, souvent pour préciser qu'elles seront plutôt épargnées, comme la British Library<sup>8</sup> ou le Public Lending Right<sup>9</sup> (PLR, organisme gérant les droits d'auteur liés aux prêts en bibliothèques) pour lesquels le gouvernement s'engage à ne pas aller au-delà d'une baisse de 15 % des budgets<sup>10</sup>. En revanche, le Museum Libraries and Archives Council (MLA)<sup>11</sup>, structure semi-publique/semi-privée que l'on pourrait comparer à un Conseil supérieur des bibliothèques français aux compé-

tences élargies (musées et archives) et qui aurait réussi (veille, notamment statistique; attribution de subventions; gestion de projets; audits...), sera tout simplement fermé à l'horizon 2012. Ses missions devraient être reprises par le Arts Council England (ACE)<sup>12</sup> à l'exception des archives dont le sort reste en suspens. Le budget prévu pour l'ACE est de 46 millions de livres, là où le MLA en dépensait 62. Des négociations s'engagent entre les membres du MLA et les syndicats, qui devraient durer quatre mois.

C'est dans les crédits décentralisés attribués aux comtés qu'il faut aller chercher pour prendre la mesure des coupes drastiques dans le budget des bibliothèques britanniques. Ces collectivités locales vont voir leurs financements baisser de 7,1 % par an pendant quatre ans. Les coupes ne sont bien entendu pas fléchées vers les bibliothèques, mais de nombreux comtés (Cornwall, Nottingham, Warrington, Leeds, Richmond...) ont annoncé très tôt que ces dernières constitueraient les secteurs les plus touchés par des économies nécessaires. On sait déjà que la chronique nécrologique des pages bibliothéconomiques sera bien remplie : le comté de Northumberland ne pourra faire face aux coupes budgétaires qu'en fermant 6 à 12 bibliothèques; celui de Croydon en en fermant 6 sur 12; celui de Northamptonshire 8 sur 38; celui de Conwy 7 sur 12. En tout, on évoque le chiffre d'un millier de fermetures dans toute l'Angleterre (sur un total de 3 500 bibliothèques publiques) d'ici l'année prochaine<sup>13</sup>, dont environ 300 à court terme et 130 pour la seule ville de Londres.

Face à cette situation, le gouvernement essaie de jouer un rôle salvateur à l'aide d'un discours plus qu'ambigu. Tout en coupant les crédits décentralisés, il préconise une réflexion au cas par cas, prêchant pour des pratiques strictes d'évaluation avant décision, mais remettant finalement en cause la loi de 1964 et son principe d'obligation. Dans une lettre datée du

6. Aussi en charge des médias et des sports au sein du DCMS (Department for Culture, Media and Sports).

7. [http://cdn.hm-treasury.gov.uk/sr2010\\_completereport.pdf](http://cdn.hm-treasury.gov.uk/sr2010_completereport.pdf)

8. [www.bl.uk](http://www.bl.uk)

9. [www.plr.uk.com](http://www.plr.uk.com)

10. Il est également décidé que le PLR continuera de se limiter aux livres physiques et ne s'étendra ni aux livres audio ni aux livres électroniques.

11. [www.mla.gov.uk](http://www.mla.gov.uk)

12. [www.artscouncil.org.uk](http://www.artscouncil.org.uk)

13. Cf. [www.thebookseller.com/libraries](http://www.thebookseller.com/libraries) Voir aussi encadré p. 49.

3 décembre 2010 adressée à tous les comtés, Ed Vaizey remet au goût du jour un rapport rédigé avant son élection : le rapport Wirral. Ce document remet en cause les normes et standards nationaux et guide pas à pas les décideurs vers un audit méticuleux de leurs bibliothèques, sans doute nécessaire, mais aussi dangereux en fonction des méthodes utilisées et de la lecture des statistiques qui peut être faite. Un gouvernement donc qui laisse les comtés et les bibliothèques plutôt livrés à eux-mêmes : « *Beyond that appeal to clear thinking, Ed says little* » [« *Au-delà de cet appel à une réflexion sereine, Ed en dit peu* »]<sup>14</sup>. Un attentisme qui tranche avec le volontarisme des premiers mois du gouvernement, quand le ministre lançait en juillet 2010 le « Future Libraries Programme » (le programme des bibliothèques du futur), « programme d'aide aux bibliothèques britanniques » consistant à mener des expériences pilotes porteuses de bonnes pratiques pour les bibliothèques et leur assurant un avenir. De bonnes pratiques qui sont finalement désignées comme telles pour les économies d'échelle et les rationalisations engendrées plus que par l'idée d'un service public amélioré. Un programme confié à la Local Government Association<sup>15</sup> (LGA, association des collectivités locales), seul acteur – ou presque – à s'être publiquement opposé au rapport Wirral et à l'utilisation qui en est faite; un programme confié aussi au MLA, dont on sait désormais qu'il va disparaître dans l'année...

## Un « business » qui ne ferait pas recette ?

Comme dans le reste de l'Europe, les indicateurs d'activité des bibliothèques britanniques ne sont, certes, pas au beau fixe. Selon le gouvernement, le pourcentage de Britanniques fréquentant les bibliothèques est passé de 48,2 % en 2005-2006 à 39,4 % en 2009-2010 et a enregistré une

baisse de 1,7 % par rapport à l'année dernière. Seuls le North East et l'East Midlands sont épargnés, avec un taux de visite stable depuis 2005. Si l'on ne prend pas en compte les usagers occasionnels (une ou deux visites par an), la fréquentation des publics adultes chute à 29 % alors qu'elle était à 38 % il y a quatre ans<sup>16</sup>.

Cependant, dans un pays où la population déclare lire pour les trois quarts, dont 80 % de manière hebdomadaire, la « crise » des bibliothèques britanniques est, pour le moment, à nuancer. Selon la Reading Group Agency<sup>17</sup> (Agence de lecture nationale), si la fréquentation globale chute, celle des jeunes se maintient : 77,9 % des 5-10 ans et 71,6 % des 11-15 ans sont allés au moins une fois en bibliothèque en 2009-2010, soit des résultats similaires à ceux de l'année précédente. Les chiffres de prêt de livres pour la jeunesse sont quant à eux en progression depuis cinq ans. Les bibliothèques publiques totalisent 288 millions de visites physiques et 48 millions de visites virtuelles (sites internet) par an. Elles fournissent 33 000 points d'accès à internet et 81 millions de livres à leurs utilisateurs pour 296 millions de prêts annuels effectués<sup>18</sup>.

La contestation ouverte et les manifestations publiques ne font pas partie de la culture britannique, et pourtant les professionnels, usagers et sympathisants des bibliothèques ont tout de même décidé de se soulever contre ces décisions. Sans attendre les annonces dramatiques de la Spending Review, le Cilip s'est mobilisé, dès 2009, tout d'abord aux côtés des bibliothèques scolaires pour la reconnaissance de ces dernières par leur inscription dans la loi. Cette revendication fait d'ailleurs partie d'un manifeste rédigé par l'association et rendu public en mars 2010, à la veille de l'élection, et visant à mettre d'entrée de jeu la pression au futur gouverne-

ment élu<sup>19</sup>. On y trouve six revendications :

1. L'inscription des bibliothèques scolaires dans la loi.
2. La défense et l'inscription d'une exception pour les utilisateurs des bibliothèques au sein de la loi sur les droits d'auteur.
3. La construction d'une économie de la connaissance viable.
4. La préservation du patrimoine numérique national.
5. Le financement et la défense d'une information sanitaire digne de ce nom.
6. La mise en place d'une charte des droits des utilisateurs des bibliothèques publiques.

Suite à la Spending Review et au courrier à double tranchant du ministre aux différents comtés (voir plus haut), le Cilip a tout d'abord répondu par l'envoi d'une lettre à chaque député du pays mettant en avant des statistiques prouvant la popularité des bibliothèques et les invitant à une autre forme d'audit, basé sur la participation des lecteurs et des professionnels, avant toute prise de décision (idées reprises dans un autre manifeste du Cilip intitulé « À quoi reconnaît-on une bonne bibliothèque publique ? »)<sup>20</sup>. En janvier 2011, le Cilip a prolongé cette action en écrivant à chaque *lord* (équivalent de nos sénateurs) et en rencontrant les députés. L'association a aussi œuvré à la réactivation d'un groupe parlementaire consacré aux bibliothèques (All Party Parliamentary Group for Libraries)<sup>21</sup> ainsi que celle d'une collaboration avec d'autres acteurs associatifs du secteur : le National Literacy Trust<sup>22</sup>, la Reading Agency (voir plus haut) ou encore le Booktrust<sup>23</sup>. À une échelle

19. Cilip, *Library and Information Manifesto 2010 : six priorities*, mars 2010.

[www.cilip.org.uk/get-involved/advocacy/manifesto/Documents/ManifestoA4\(web\).pdf](http://www.cilip.org.uk/get-involved/advocacy/manifesto/Documents/ManifestoA4(web).pdf)

20. Cilip, *What Makes A Good Library Service ?*, édition révisée, décembre 2010.

[www.cilip.org.uk/get-involved/advocacy/public-libraries/Documents/What\\_makes\\_a\\_good\\_library\\_service\\_CILIP\\_guidelines.pdf](http://www.cilip.org.uk/get-involved/advocacy/public-libraries/Documents/What_makes_a_good_library_service_CILIP_guidelines.pdf)

21. [www.cilip.org.uk/sitecollectiondocuments/PDFs/policyadvocacy/appgfinalreport.pdf](http://www.cilip.org.uk/sitecollectiondocuments/PDFs/policyadvocacy/appgfinalreport.pdf)

22. [www.literacytrust.org.uk](http://www.literacytrust.org.uk)

23. [www.booktrust.org.uk](http://www.booktrust.org.uk)

16. « La fréquentation des bibliothèques britanniques poursuit sa chute », *Livres Hebdo*, n° 829, 20 août 2010.

17. [www.readingagency.org.uk/adults/chatabout](http://www.readingagency.org.uk/adults/chatabout)

18. Statistiques 2007 : CIPFA 2006/7 Actuals. [www.cipfa.org.uk](http://www.cipfa.org.uk)

14. « 1964 and all that, in 2011 », *Cilip Update Magazine*, janvier 2011.

15. [www.lga.gov.uk/lga/core/page.do?pagelid=1](http://www.lga.gov.uk/lga/core/page.do?pagelid=1)

# Sauvez nos bibliothèques

## Une journée d'action le 5 février 2011 \*

**Cilip soutient la manifestation «Sauvez nos bibliothèques», une journée d'action visant à attirer l'attention sur les baisses de budget et les fermetures de nombreuses bibliothèques publiques.**

Nous voulons que tous ceux qui se sentent concernés par la lecture, la littérature et les bibliothèques aillent dans leurs bibliothèques publiques le 5 février, et demandent à autant de personnes que possible d'en faire de même.

### Impliquez-vous, en utilisant notre «échelle mobile de temps libre»

- *Vous avez moins de 2 minutes ?*  
Tweetez votre amour pour les bibliothèques en utilisant le hashtag #savelibraries; Postez cette page sur votre profil Facebook, et passez le mot.
- *Vous avez 2 minutes ?*  
Visitez le site web de votre bibliothèque pour télécharger un livre électronique ou utiliser des ressources disponibles en ligne.
- *5–10 minutes ?*  
Contactez tous vos amis, toute votre famille, et demandez-leur d'aller dans leur bibliothèque et d'utiliser ses services le 5 février. Cherchez et réservez des livres via le «guide des services de bibliothèques en Angleterre».
- *10–15 minutes ?*  
Envoyez un courriel, écrivez à votre député, au correspondant du journal local, au secrétaire d'État à la culture, à propos de la contribution unique des bibliothèques à la société.
- *15–30 minutes ?*  
Précipitez-vous dans votre bibliothèque le 5 février. Empruntez autant de livres que vous pouvez. Pendant que vous y êtes, lisez un journal, cherchez en ligne ce qui se passe dans votre quartier.

### Mais quels livres emprunter ?

Cherchez des livres correspondant à votre humeur avec *whichbook.net*. Choisissez-y votre humeur et regardez les suggestions de prêt. Vous pouvez ensuite vérifier si le livre souhaité peut être emprunté dans votre bibliothèque.

### Ressources

Ci-dessous des ressources disponibles sur le site de Cilip pour accompagner et soutenir la campagne :

- Messages sur la valeur unique des bibliothèques publiques et de professionnels salariés.
- Informations sur ce qui fonde un service efficace en bibliothèque publique.
- Utilisez le kit de campagne pour mettre en œuvre un plan d'action.
- Visitez notre page «Restez impliqués!» pour plus d'arguments.

\* Tract *Save Our Libraries Day – A day of action on the 5th February* traduit de l'anglais par Yves Desrichard  
Texte original disponible sur le site du Cilip : [www.cilip.org.uk](http://www.cilip.org.uk)

plus large, le Cilip est cosignataire d'une déclaration commune à destination des autorités locales et en défense des bibliothèques aux côtés d'autres institutions prestigieuses comme la Society of Authors, la Royal Society of Literature, la Campaign for the Book, le Public Lending Right (voir plus haut), la Booksellers Association, Voices for the Library (voir plus haut), la Society of Chief Librarians, la Publishers Association, Unison, l'Association of Authors' Agents et le Museums, Libraries and Archives Council (voir plus haut)<sup>24</sup>.

De nombreux écrivains et personnalités tels que Michael Rosen, Kate Mosse, Will Self, Philip Pullman ou encore Joanna Trollope se sont également engagés auprès des bibliothécaires, jusqu'à demander une entrevue avec le ministre Vaizey. Selon le journal *The Telegraph*, ce serait d'ailleurs suite à cette rencontre que le ministre aurait décidé d'écrire aux différents comités<sup>25</sup>. En tout, plus d'un millier d'auteurs, éditeurs, illustrateurs, agents littéraires, poètes, enseignants et journalistes soutiennent une campagne nationale de soutien aux bibliothèques.

## La solution par l'autogestion

Les coupes budgétaires prévues risquent d'encourager la baisse de l'activité des bibliothèques, et du coup de s'auto-justifier plutôt que de rationaliser un secteur conduit par des politiques plus pragmatiques que « laxistes » ou dépensières depuis déjà de nombreuses années. Depuis 1997, selon le *Guardian*, le nombre d'employés travaillant en bibliothèque aurait diminué de 14 %, et le bénévolat est encouragé au détriment de l'embauche de salariés et de professionnels. L'externalisation (*outsourcing*) des missions est poussée à un niveau

tel qu'elle ne se limite plus à certaines missions bien définies comme l'équipement des documents ou l'animation et concerne au contraire la gestion pure et simple de réseaux entiers de bibliothèques : à Londres, plusieurs dizaines de bibliothèques sont entièrement gérées par l'entreprise privée John Laing, comme dans l'arrondissement d'Hounslow par exemple. Il est ici monnaie courante de voir les bibliothèques sollicitées par différentes entreprises leur offrant l'aide et les partenariats nécessaires au maintien d'un service de qualité au sein d'une conjoncture austère : « *Et si les bibliothèques décidaient de devenir des générateurs de recettes plutôt que de demeurer une dépense que l'on doit diminuer ?* » propose le groupe Civica, spécialiste de l'externalisation des services publics dans les domaines de l'éducation, du logement social et de la santé<sup>26</sup>.

En coupant les moyens, en préconisant leur rationalisation maximale et en encourageant l'appel à la société civile et aux bénévoles dans son grand projet de société intitulé Big Society, on se demande si le gouvernement va vraiment à l'encontre d'une dynamique passée qu'il souhaiterait infléchir ou si, au contraire, il ne va pas dans le même sens. Annoncé à l'été 2010, ce projet, présenté comme une initiative globale basée sur une sorte de démocratie participative, et comme l'affirmation que sortie de crise peut rimer avec passions et engagements individuels, se révèle être l'apologie presque cynique d'un désengagement étatique hors du commun incluant coupes sombres, délégation de missions à la société civile et donc déprofessionnalisation. Dans un discours prononcé à Leeds, le Premier ministre, David Cameron, a lui-même déclaré que les citoyens « *devraient être capables de gérer eux-mêmes les bureaux de poste, les bibliothèques, les transports en communs et les constructions de logements*<sup>27</sup> ».

Selon le Cilip, près de 6 000 bibliothécaires pourraient perdre leur emploi dans les quatre années à venir, du fait des fermetures et du recours de plus en plus fréquent aux bénévoles. Sue Charteris (de la société Shared Intelligence), s'appuyant sur le rapport Wirral et soutenue par le ministre Vaizey qui la cite dans ses préconisations aux comités, accuse d'une part les anciennes autorités d'avoir sous-investi dans leurs bibliothèques, créant un décalage entre l'offre de ces dernières et la demande de leurs usagers ; d'autre part, elle préconise d'aller plus loin dans les économies d'échelle, l'intégration de la bibliothèque aux autres services locaux et le privilège donné au « *front line* » (les missions d'accueil, par opposition aux missions internes) jusque dans les bibliothèques de quartier où automatisation et bénévolat seraient une solution à tous les problèmes<sup>28</sup>.

Dans une société où les bibliothécaires semblent mieux armés face au politique, en ayant pris très tôt le tournant de la modernisation, du marketing, de l'évaluation et du lobbying mesuré auprès des instances dirigeantes, il est intéressant (et désolant) de voir que c'est également là que la suppression des services publics se fait également la plus précoce et la moins scrupuleuse.

L'ambiguïté des discours des dirigeants se retrouve malheureusement dans l'attitude des professionnels, dont le militantisme affiché et réel se trouve contrebancé par un pragmatisme de tous les instants. Dans les bibliothèques britanniques, ces derniers mois, on embauche et forme des bénévoles plus qu'on ne manifeste ; on demande des *sponsorships* pour l'organisation de congrès professionnels aux mêmes sociétés pourvoyeuses de services externalisés ; on organise des journées de formation pour mettre en pratique la « Big Society » et se préparer à des réformes critiquées, destructrices et incroyablement mal vécues mais, finalement, presque déjà acceptées. ●

Février 2011

24. [www.mla.gov.uk/what/programmes/the\\_future\\_libraries\\_programme/~/\\_media/Files/pdf/2010/libraries/The\\_value\\_impact\\_and\\_potential\\_of\\_public\\_library\\_services.ashx](http://www.mla.gov.uk/what/programmes/the_future_libraries_programme/~/_media/Files/pdf/2010/libraries/The_value_impact_and_potential_of_public_library_services.ashx)

25. Rosa Prince, « Leading authors including Kate Mosse warn about Library closures », *The Telegraph*, 20 décembre 2010.

26. Simon Parkes, « Outsourcing or transformation ? », dans *The Annual Buyers' Guide Directory*, Cilip, 2011.

27. « David Cameron launches Tories' "big society" plan », *BBC News*, 19 juillet 2010. [www.bbc.co.uk/news/uk-10680062](http://www.bbc.co.uk/news/uk-10680062)

28. « 1964 and all that, in 2011 », *Cilip Update Magazine*, janvier 2011.